

Violences à l'école : ces attaques invisibles qui brisent les enseignants

On parle beaucoup, et à juste titre, des agressions physiques contre les enseignants mais une autre violence, plus silencieuse et tout aussi destructrice, progresse : **celle des plaintes abusives, des diffamations et des accusations infondées**. Aujourd'hui, ce sont ces attaques qui usent le plus profondément les personnels.

Même si elles sont moins visibles, elles n'en sont pas moins violentes. En effet, elles atteignent directement les enseignants dans leur réputation, fragilisent leur crédibilité et installent une pression psychologique permanente. Certains se retrouvent mis en cause du jour au lendemain, sans preuve, parfois sans même être entendus, et doivent faire face à des procédures longues, éprouvantes et profondément déstabilisantes. Ce climat de suspicion constante finit par isoler, épuiser et décourager.

Le constat est sans appel : les violences augmentent, l'autorité des enseignants recule et les réseaux sociaux amplifient chaque incident, chaque accusation, sans filtre ni recul. Ce qui relevait autrefois de situations exceptionnelles tend aujourd'hui à devenir une réalité ordinaire. Ainsi, c'est toute la fonction enseignante qui se trouve remise en cause.

En outre, les conséquences dépassent largement les situations individuelles. Le climat scolaire se dégrade, les équipes se fragilisent, les vocations s'éteignent et l'attractivité du métier s'effondre. Une évidence s'impose : l'École ne peut pas fonctionner sereinement lorsque ceux qui la font vivre sont ainsi exposés et fragilisés.

Le SYNEP CFE-CGC dénonce avec force cette montée des violences, en particulier ces formes insidieuses qui détruisent les enseignants à bas bruit. Et il faut le dire clairement : la protection fonctionnelle, telle qu'elle existe aujourd'hui, ne répond pas aux besoins (et certains enseignants ne savent même pas qu'elle existe d'ailleurs !). Dans trop de cas, elle arrive tard, reste insuffisante ou se limite à des démarches administratives déconnectées de la réalité vécue. Pour les collègues concernés, elle apparaît trop souvent comme une promesse qui ne se concrétise pas.

Ce décalage n'est plus acceptable : les enseignants doivent pouvoir compter sur une protection réelle, immédiate et visible, ainsi que sur un soutien institutionnel clair et sans ambiguïté. Leur autorité doit être réaffirmée et respectée, et les dérives liées aux réseaux sociaux ainsi que les mises en cause publiques doivent être encadrées et sanctionnées.

Il est temps de reconnaître que ces violences ne sont pas marginales mais bien structurelles. Ne pas agir, c'est laisser s'installer durablement un climat de défiance qui fragilise toute l'institution scolaire.

Le SYNEP CFE-CGC appelle à une prise de conscience collective rapidement. Protéger les enseignants n'est pas optionnel, c'est une condition indispensable pour faire vivre l'École.

Sylvie TUROWSKI

Repas Crous à 1 euro : une mesure « pour tous » ... sauf pour certains étudiants !

Depuis le 4 mai 2026, le repas à 1 euro dans les restaurants universitaires est présenté comme une avancée sociale majeure. Cette mesure, décidée en janvier 2026, s'inscrit dans la continuité des dispositifs mis en place depuis la crise sanitaire, avec l'objectif de répondre à la précarité étudiante croissante. Jusqu'alors réservé aux étudiants boursiers, ce tarif est désormais généralisé à l'ensemble des étudiants, avec un repas complet proposé dans les restaurants Crous.

Sur le principe, la mesure est à saluer. Elle permet d'élargir l'accès à une alimentation à prix réduit dans un contexte économique difficile.

Mais dans les faits, l'accès au repas à 1 euro repose sur une condition incontournable : l'utilisation du compte Izly. Sans ce moyen de paiement, le tarif normal s'applique. Or, l'ouverture de ce compte dépend du statut administratif de l'étudiant et de la reconnaissance de son établissement. Cela signifie concrètement que certains étudiants, notamment ceux inscrits dans certains établissements hors contrat (ceux dont les étudiants ne payent pas la CVEC, contribution vie étudiante et de campus, et qui de fait ne peuvent avoir un compte Izly), peuvent être exclus du dispositif. **Dès lors, une mesure présentée comme « universelle » ne l'est pas réellement et c'est là que le bât blesse !**

Le SYNEP CFE-CGC reconnaît qu'il s'agit d'une avancée sociale importante, mais en souligne les limites car une politique de lutte contre la précarité ne peut être efficace que si elle est réellement accessible à tous. Conditionner l'accès à un outil numérique, lui-même dépendant de critères administratifs restrictifs, revient à introduire une inégalité de traitement entre étudiants.

Au-delà de l'affichage, c'est bien la question de l'effectivité des droits qui est posée. **Comment peut-on qualifier d'universelle une aide dont une partie des étudiants est exclue ?**

Le SYNEP CFE-CGC appelle donc à une clarification rapide et à la mise en place de solutions garantissant un accès réel au dispositif pour tous les étudiants, quels que soient leur parcours et leur établissement. **Si l'objectif est de lutter contre la précarité étudiante, alors cette mesure doit être pleinement effective...pour tous !**

Nadia DALY